

Lausanne. 15 millions pour rénover l'abattoir

Lausanne sollicite les cantons de Vaud, de Genève et les privés pour financer la rénovation de l'abattoir de Malley, l'un des derniers grands établissements publics du genre, afin de l'adapter à la nouvelle législation. ■ 4

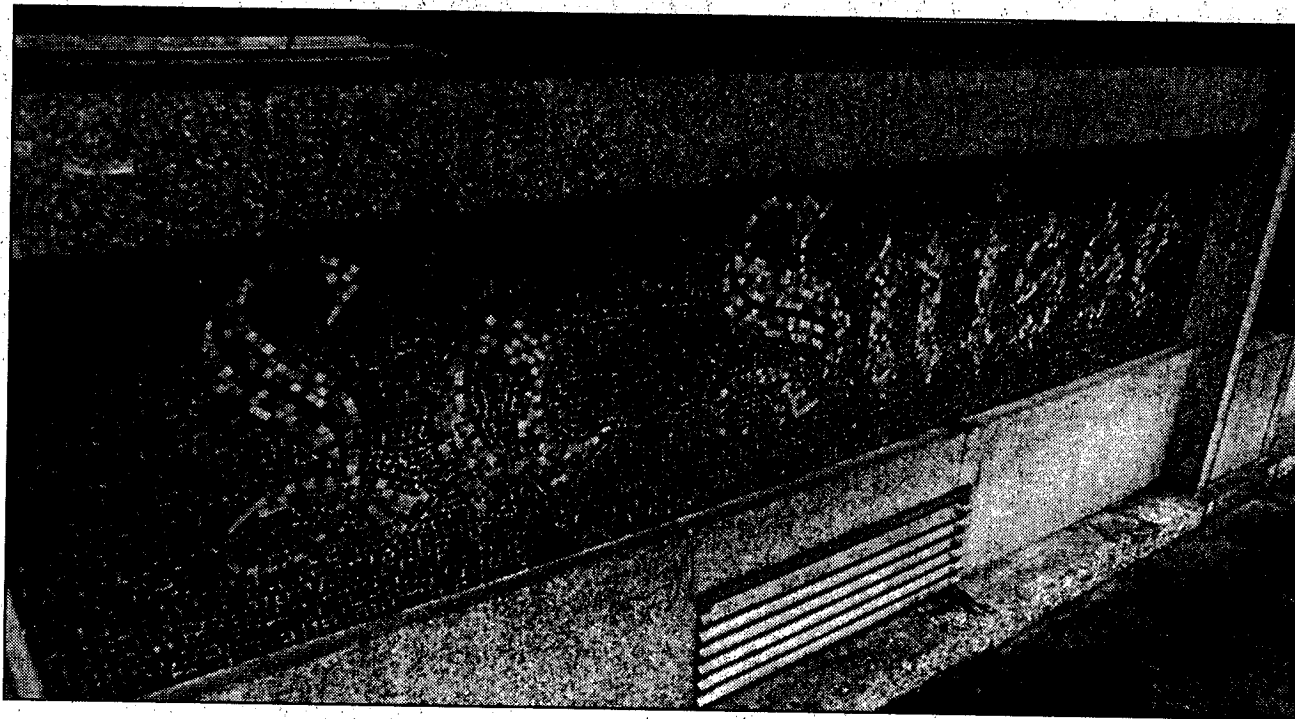
Funk. Alenko se «soul» au Chat Noir

L'une des voix les plus funk de la place plante son tipi pour deux jours au club de la rue Vautier. L'occasion de découvrir une soul funk aérée, dont certains thèmes s'annoncent aussi chauds que percutants. ■ 8

Belgique. Linguiste suisse à la rescousse

Le Suisse D. Columberg, mandaté par le Conseil de l'Europe, se penche sur les querelles linguistiques belges et fait des propositions quant aux changements d'attitude nécessaires au nord et au sud. ■ 9

Pour 1,6 million, l'Etat achète les immeubles de *La Suisse*



Une bonne surprise attendait hier matin les partenaires de la Fédération pour l'expression associative qui souhaitent transformer en Maison des associations deux des anciens immeubles de feu le journal *La Suisse*. L'Etat de Genève les a achetés... en réalisant une bonne affaire. (JLP)

■ 3

parler d'autre chose. Les et leurs supporters présentes choses comme évidente union serait naturelle et pour tout le monde. Le se général du Département de sociale et de la santé publique Genève, François Longcha nise sur les Genevois, en ller les fonctionnaires, qui draient pas perdre leurs av dans l'opération: «A l'éch l'Histoire, que valent des comme le statut du perso lâche-t-il. Mais les gens ne pas à cette échelle-là. Ils tent surtout que, depuis c nées, la qualité de leur vie s d'année en année sans que se débouche.

Idem pour l'Europe. On ne d'en parler. Mais ce qui se pa Kosovo suffit à prouver san bre d'un doute que l'Europ tique n'existe pas. En rev l'Europe a introduit toute un de critères économiques et ciers tels ceux de Maastric ont produit un développ considérable de la misère montée de l'extrême droite plusieurs pays. L'Europe de chands est réalisée, celle c toyens attend.

Le projet de MM. Philip doux, François Cherix et B Ziegler nous semble au mie construction juridique sans nu politique, au pire un proje réduire les moyens dont disp les citoyens pour intervenir scène politique.

Cela dit, un vrai débat sur l sons d'être ou non du cant me serait intéressant. Et c l'intérêt majeur de ces initiati

Voir également en page 5.

Le Courrier
28. 8. 98

ryme a un remariage ir-
des rentrées fiscales est
le moins utopique.

itent les réformes structu-
de l'Etat, mais qui ne peu-
voir qu'un impact limité, tant
vrai que les deux grands
s des dépenses publiques –
té et l'éducation – ne permet-
rière d'économies d'échelles.
cherchant à manœuvrer fin-
nt et à négocier un consen-
e Gouvernement s'expose à
urs risques. Celui de s'en-
rer dans la voie de la
dre résistance. Un mode de
qui prêterait ceux qui sont
lus vulnérables et les moins
à se défendre. Et surtout, il
le risque de perdre de vue la
globale de la crise. Or, celle-
le reflet d'un système deve-
u: l'argent va à l'argent et non
au travail. Une réponse glo-
consisterait à user du pou-
olitique pour brider ce capital
libale.

l'arbitrage va dans ce sens –
n renforcement de l'impôt sur
rtune ou une taxation des
en capitaux – un train global
mesures – même doulou-
as – a une petite chance de
er. Sinon, le nouveau gouver-
nt s'exposera aux reproches
ments de ceux qui diront –
quelque pertinence – qu'il
comme l'ancien Exécutif mo-
loré et qu'il ne fait qu'accôm-
er une évolution foncière
"Injuste.

alors, il y a fort à parier que
omme sera chaud, que les ac-
s patiemment négociés vole-
en éclats et que les équilib-
es seront détrônés par les
heurs de feu.

est donc aussi l'espoir en-
ché par la nouvelle majorité
native au Grand Conseil qui
en jeu. «Jusqu'ici, tout va
», ironisait hier Michelle
y-Rey. Une manière
ouer qu'elle marche sur le fil
soir.

MONDE ASSOCIATIF GENEVOIS

Coup de théâtre: l'Etat achète les deux immeubles de *La Suisse*

Le Carrié
27.8.98

La Fédération pour l'expression associative a eu une excellente surprise hier matin à l'hôtel Métropole. Elle a désormais de bonnes chances d'occuper les anciens locaux de La Suisse.

«J'ai essayé beaucoup de critiques ces derniers temps. Mais le résultat obtenu montre que ma tactique prudente était la bonne». Laurent Moutinot, le chef du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL), rigole doucement du bon tour – ou plutôt de la bonne surprise – qu'il vient de faire au monde associatif genevois. Alors que plus personne ne s'y attendait vraiment, l'Etat a acheté, pour 1,61 million, les deux derniers bâtiments de feu le journal *La Suisse*, encore «propriété» de la société en liquidation Sonor SA. L'événement s'est produit hier matin dans un salon de l'hôtel Métropole.

Mais peu avant que ne débute la vente aux enchères, les membres de la Fédération pour l'expression associative (FEA) n'y croyaient plus vraiment. Leur rêve, à savoir la création d'une Maison des associations socio-politiques, semblait virer au cauchemar. Toutes leurs démarches pour que l'Etat achète les deux bâtiments de *La Suisse* encore disponibles et les leur cède en droit de superficie s'étaient heurtées à un mur. On leur reprochait d'avoir un projet financièrement mal ficelé, incomplet et le prix de vente annoncé des locaux (2 millions pour chaque immeuble, situés au 8 et 8 bis rue du Vieux-Billard) était jugé excessif.

CŒURS SERRÉS

En deux mots, tout ceci n'était pas très raisonnable aux yeux de l'Etat. A tel point que Denis Dufey, secrétaire général du DAEL, affirmait mardi que, à sa connaissance, les autorités n'avaient pas prévu de déléguer quel qu'un à la vente.



Mardi, les membres de la FEA avaient occupé les anciens locaux de La Suisse, dans l'espoir de convaincre les autorités. J.-L. Planté

Seulement, c'était compter sans un élément crucial dans toute opération immobilière: le cours du marché. Depuis quelque temps, il apparaissait de plus en plus clairement que l'affaire se négocierait à un tarif nettement inférieur à la mise de départ. La Fédération n'avait d'ailleurs pas manqué de le rappeler. Et l'Etat avait beau faire la sourde oreille, il n'en pensait pas moins. «Dans ce genre d'affaire, il n'est jamais bon de dévoiler ses propres intentions, sinon on risque de payer beaucoup plus cher. Et, en définitive, l'argent de l'Etat, c'est celui des contribuables», relevait, peu

après la vente, Guy Girod, responsable des opérations foncières de l'Etat.

Le coup était donc bien préparé, comme le confirme M. Girod. Il rappelle que des services du département avaient longuement analysé les tenants et aboutissants de l'affaire. Mais hier matin, tout le monde ou presque l'ignorait. Ainsi lorsque M^e Pierre-Alain Grobéty a donné le départ de la vente aux enchères du premier des deux bâtiments, les cœurs des partenaires de la FEA se sont serrés. Il y avait de quoi: la première offre, celle de la Banque cantonale de

Genève, ne se situant qu'à 750 000 francs. Puis une société immobilière a renchéri: 800 000 francs.

Soudain, c'est le coup de théâtre. «Pour l'Etat de Genève, 805 000 francs», lançait Guy Girod. Et puis plus rien. M^e Grobéty adjudicait. La seconde vente se profilait dès lors comme une copie quasi conforme de la première. Le Crédit suisse proposait 800 000 francs et l'Etat emportait le morceau pour 805 000 francs.

EN PREMIÈRE LIGNE

«Incroyable. C'est totalement inattendu». Médusés, les membres de la FEA n'en cachaient pas moins leur satisfaction. Sans pour autant crier victoire. «Rien ne prouve que l'Etat va nous mettre à disposition ces locaux», relevait, prudent, Régis de Battista, un des coordinateurs de la FEA. Qu'en pense le principal intéressé? «La FEA est certes en première ligne, mais je ne vais pas dire demain à Monsieur de Battista: «Tenez et débrouillez-vous!» Il faudra tenir compte des demandes de l'ensemble du milieu associatif et de la capacité de la FEA de les intégrer dans son projet», résume le conseiller d'Etat.

Bref, si une étape importante vient d'être franchie en vue de la création d'une Maison des associations – que Laurent Moutinot affirme avoir toujours qualifiée de «bon projet» – ce n'est qu'une étape. De nouvelles négociations s'annoncent. Hier pourtant, tout le monde semblait satisfait. Et M. Moutinot n'était pas le moins heureux: «Nous avons fait une bonne affaire. Nous disposons de deux bâtiments de grande surface et très bien situés.»

MARCO GREGORI